DOCUMENT. Message d'inauguration de Benjamin Harrison (4 mars 1889)[1]

Nous avons heureusement maintenu une politique d'évitement de toute ingérence dans les affaires européennes. Nous n'avons été que des spectateurs intéressés de leurs disputes diplomatiques et guerrières, prêts à utiliser nos services amicaux pour promouvoir la paix, mais sans jamais imposer nos conseils ni tenter injustement de transformer les détresses d'autres puissances en avantages commerciaux pour nous-mêmes. Nous sommes en droit d'attendre que notre politique européenne soit la politique américaine des cours européennes.

Il est si manifestement incompatible avec les précautions pour notre paix et notre sécurité que toutes les grandes puissances observent et appliquent habituellement dans les affaires qui les concernent qu'un gouvernement européen domine une voie navigable plus courte entre nos côtes orientales et occidentales que nous pouvons nous attendre avec confiance à ce qu'une telle intention ne soit envisagée par aucune puissance amie.

À l'avenir, comme par le passé, nous ferons tout notre possible pour maintenir et élargir nos relations amicales avec toutes les grandes puissances, mais elles ne s'attendront pas à ce que nous considérions avec bienveillance un projet qui nous exposerait aux dangers d'une observation ou d'un environnement hostile. Nous n'avons pas cherché à dominer ou à absorber nos voisins les plus faibles, mais plutôt à les aider et à les encourager à établir des gouvernements libres et stables reposant sur le consentement de leur propre peuple. Nous sommes donc en droit d'attendre qu'aucun gouvernement européen ne cherche à établir des dépendances coloniales sur le territoire

[1] Pour la version originale, voir *Avalon Project*, https://www.yale.edu/lawweb/avalon/presiden/inaug/harris.htm. Document consulté le 3 mars 2008. Traduction Nelson Ouellet, 20 mars 2023.

de ces États américains indépendants. On peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils renoncent volontairement à ce que le sens de la justice nous empêche de rechercher.

Il ne faut cependant pas croire que nos intérêts sont si exclusivement américains que notre totale inattention aux événements qui peuvent survenir ailleurs peut être considérée comme acquise. Nos citoyens domiciliés pour des raisons commerciales dans tous les pays et dans de nombreuses îles de la mer exigent et obtiendront de notre part une attention adéquate à leurs droits personnels et commerciaux. Les besoins de notre marine exigent des stations de ravitaillement en charbon et des privilèges de quai et de port. Nous ne nous sentirons libres d'obtenir ces privilèges et d'autres privilèges commerciaux que par des moyens qui n'ont rien à voir avec la coercition, quelle que soit la faiblesse du gouvernement auquel nous demandons ces concessions. Mais après les avoir obtenus équitablement par des méthodes et à des fins entièrement compatibles avec les dispositions les plus amicales envers toutes les autres puissances, notre consentement sera nécessaire pour toute modification ou atteinte à la concession.

Nous ne manquerons pas de respecter le drapeau d'une nation amie ou les justes droits de ses citoyens, ni d'exiger le même traitement pour les nôtres. Le calme, la justice et la considération doivent caractériser notre diplomatie. Les services d'une diplomatie intelligente ou d'un arbitrage amical dans les cas appropriés devraient permettre de régler pacifiquement toutes les difficultés internationales. Par ces méthodes, nous apporterons notre contribution à la paix du monde, à laquelle aucune nation n'attache plus d'importance, et nous éviterons l'opprobre qui doit tomber sur la nation qui la brise impitoyablement.